

Brochure n° 3282 | Convention collective nationale

IDCC : 1875 | **CABINETS ET CLINIQUES VÉTÉRINAIRES
(PERSONNEL SALARIÉ)**

Brochure n° 3332 | Convention collective nationale

IDCC : 2564 | **VÉTÉRINAIRES
(PRATICIENS SALARIÉS)**

Avenant n° 80 du 15 décembre 2020

relatif à la prévoyance

NOR : ASET2150695M

IDCC : 1875, 2564

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SNVEL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFTD ;

FSPSS FO ;

FESSAD UNSA ;

CFTC AGRI,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires réunies en commission paritaire le 15 décembre 2020 sont convenues de modifier le texte de l'annexe 4, concernant les taux de cotisations du régime de prévoyance. Par ailleurs, le présent avenant prévoit la mise en place d'un article 4 *bis* « Actes de prévention » qui complète les garanties prévues à l'annexe 4.

Article 1^{er} | Modification du taux de cotisation du régime de prévoyance des cabinets et cliniques vétérinaires (personnel salarié)

Le contenu de l'article 10 « Taux de cotisation » de l'annexe 4 relative à l'accord de prévoyance de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaire est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes.

« La cotisation globale du régime est fonction du traitement annuel brut de référence et se répartit de la façon suivante entre les différentes garanties :

Rente éducation	0,13 % ST
Rente de conjoint	0,07 % ST
Incapacité temporaire	1,29 % ST
Incapacité permanente professionnelle	} 0,27 % ST
Invalidité	
	<hr/> 1,76 % ST

La cotisation est répartie globalement entre employeur et salarié à raison de :

- 1,28 % ST pour l'employeur ;
- 0,48 % ST pour le salarié.

Par ailleurs, en ce qui concerne le personnel cadre, et conformément aux dispositions de la CCN du 14 mars 1947, les employeurs devront souscrire à un régime de prévoyance mettant en œuvre des garanties couvrant prioritairement le risque décès en contrepartie d'un taux de cotisation supplémentaire de 1,50 % du salaire limité à la tranche A, à leur charge exclusive et ce, pour tous les cadres, sans condition d'ancienneté. »

Article 2 | Modification du taux de cotisation du régime de prévoyance des vétérinaires praticiens salariés

Le contenu de l'article 9 « Taux de cotisation » de l'annexe 4 relative à l'accord de prévoyance, dans l'annexe 7 de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaire qui intègre toutes les dispositions conventionnelles de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés rattachée par accord de fusion, est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La cotisation globale du régime est fonction du traitement annuel brut de référence et se répartit de la façon suivante entre les différentes garanties :

Décès	0,52 % TA
Rente éducation	0,17 % TA + TB
Rente de conjoint	0,07 % TA + TB
Incapacité temporaire	1,16 % TA + 2,73 TB
Incapacité permanente professionnelle	} 0,31 % TA + 0,8 TB
Invalidité	
	<hr/> 2,23 % TA + 3,77 % TB

La cotisation globale (2,23 % TA + 3,77 % TB) est répartie entre employeur et salarié à raison de :

- 1,74 % TA + 1,89 % TB pour l'employeur ;
- 0,49 % TA + 1,88 % TB pour le salarié.

Le financement de l'employeur répond à l'obligation prévoyance mise à sa charge par la CCN du 14 mars 1947. »

Article 3 | Création de l'article « Actes de prévention »

Il est créé un nouvel article intitulé « Actes de prévention » ; numéroté 4 *bis* au sein de l'annexe 4 relative à l'accord de prévoyance de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaire ; et numéroté 3 *bis* au sein de l'annexe 4 relative à l'accord de prévoyance, dans l'annexe 7 de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaire intégrant les dispositions conventionnelles de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés rattachée par accord de fusion. Il est rédigé comme suit.

« L'entreprise adhérente au régime de prévoyance de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaires veillera à ce que le contrat d'assurance qu'elle a souscrit prévoit au bénéfice de son personnel, les actes de prévention suivants :

Postes	Prestations
Actes d'imagerie médicale	Prise en charge d'un forfait à hauteur de 450 € HT par prestation d'analyse aboutissant à la modélisation 3D des structures anatomiques et pathologiques d'un patient ayant une suspicion de cancer opérable à partir de son image médicale (Scanner ou IRM). La pertinence médicale de cette aide est subordonnée à l'avis des médecins en charge du patient (médecin traitant, spécialiste, oncologue). Il s'agit d'une prescription médicale réalisée en cas de traitement d'une tumeur, sollicitée en fonction du diagnostic du médecin du patient (médecin traitant, spécialiste, oncologue). Pour bénéficier du dispositif, le médecin de l'assuré concerné doit solliciter l'analyse des imageries médicales (scanner ou IRM) réalisée auprès des équipes scientifiques par un serveur sécurisé. Les équipes scientifiques réalisent l'analyse et la modélisation en 3D. Elles sont ensuite renvoyées au médecin à l'initiative de la demande. La prestation comprend la prise en charge de l'analyse et de la modélisation en 3D, dans la limite du montant du forfait mentionné ci-dessus (maximum 450 € HT par prestation).
Programme d'accompagnement pour lutter contre les récurrences de cancers	Prise en charge d'un programme d'accompagnement progressif et personnalisé de lutte contre les récurrences après un traitement de cancers à travers des interventions non médicamenteuses (INM) telles que : l'activité physique adaptée, l'alimentation et l'engagement motivationnel. Accompagnement d'une durée de 3 à 12 mois selon un niveau d'intervention et de progression défini par les professionnels de santé du programme.

Article 4 | *Champ d'application*

Le présent accord est conclu dans les champs d'application de la convention collective nationale des cabinets et cliniques vétérinaire et de la convention collective nationale des vétérinaires praticiens salariés fusionnés par accord du 29 mars 2019 modifié par avenant du 5 juin 2019, étendus par arrêté du 30 avril 2020, publié au *Journal officiel* du 6 mai.

Article 5 | *Durée et date d'entrée en vigueur*

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, et peut être dénoncé ou révisé dans les conditions légales. Il entre en vigueur dès le 1^{er} mars 2021. En tout état de cause, l'ensemble des dispositions prévues par le présent avenant prévalent sur les avenants précédemment signés.

Article 6 | *Dépôt et extension*

Le présent accord est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux et déposé conformément aux dispositions légales auprès de la direction générale du travail et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes. Les signataires du présent accord s'engagent à en demander l'extension auprès du ministre chargé du travail.

Article 7

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, compte tenu de la structuration de la branche des vétérinaires praticiens salariés dont les entreprises comptant au moins 50 salariés emploient

seulement 0,3 % des salariés (selon les données des DADS 2016), les partenaires sociaux de la branche ont considéré que la modification de la cotisation pour la prévoyance n'avait pas à comporter de règles spécifiques en fonction de la taille de l'entreprise.

Fait à Paris, le 15 décembre 2020.

(Suivent les signatures.)